

Coûts et conséquences socio-économiques de la désertification

Dans les zones sèches¹, les populations rurales - qui représentent 34,7% de la population mondiale, soit environ 2,3 milliards de personnes - tirent principalement leur subsistance des ressources naturelles. L'élevage (notamment nomade), l'agriculture, les divers types de cueillette et les prélèvements de bois constituent les principales activités économiques. L'autoconsommation à des fins alimentaires est la règle et les activités non agricoles, par exemple de transformation, sont très peu développées. Dans les zones sèches, la proportion de pauvres est plus élevée, surtout parmi les populations rurales et les taux de mortalité infantile y sont les plus importants.

Désertification et pauvreté : un cercle vicieux

La désertification, en réduisant les capacités productives des sols, conduit à une détérioration des conditions de vie des populations des régions sèches. Par manque de capital et d'opportunités économiques, ces populations pauvres sont conduites à surexploiter leurs ressources limitées pour satisfaire des besoins pressants, ce qui aggrave les processus de désertification. Il y a donc un cercle vicieux entre désertification et pauvreté : la désertification accroît la pauvreté qui en retour conduit à des pratiques néfastes sur le milieu naturel. Les mécanismes de contrôle d'accès et de gestion des ressources naturelles mis en place par les sociétés traditionnelles deviennent alors obsolètes.

Les sociétés pastorales menacées de disparition

Les zones affectées par la désertification représentent à 80% des pâturages de transhumance, traditionnellement utilisés par des peuples nomades. Ces éleveurs ont perdu leur bétail au moment des grandes sécheresses dans les années 1970 et 1980 et ont dû migrer vers le sud, se sédentariser ou louer leurs services. De nombreuses familles autrefois nomades vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. Les sociétés pastorales sont actuellement menacées de disparition. Or, ce sont elles qui détiennent les savoirs les plus élaborés sur le bon usage des pâturages et l'adaptation à la variabilité climatique.

L'évolution des migrations

Le fonctionnement des sociétés rurales des zones sèches, qu'il s'agisse d'éleveurs ou d'agriculteurs, s'organise plus ou moins directement autour de l'accès aux ressources, support de leur subsistance. C'est également le cas des migrations : plusieurs études ont montré que la migration est un phénomène plus développé dans les régions arides qu'ailleurs. Il répond à une variabilité naturelle dans la disponibilité des ressources et sert de mécanisme d'assurance (de protection) contre les aléas climatiques et économiques. Il

¹ La superficie totale des zones sèches = 40% des terres soit 5200 millions d'ha dont 10 à 20% sont fortement dégradés.



limite notamment le risque de désertification en soulageant les zones exposées. Les zones de départ, les zones d'accueil, les flux et les modalités traditionnelles des migrations sont assez bien connus et bien réglés. Aujourd'hui, on constate une multiplication des flux réduits et à courte distance, avec un accroissement des prises de risque de la part des migrants. Cette évolution montre que les mécanismes de protection mis en place par les sociétés des zones sèches ne fonctionnent plus, signe de leur plus grande vulnérabilité et d'une désorganisation sociale liées vraisemblablement à l'aggravation de la désertification.

La croissance agricole « annulée » par la désertification

L'évaluation du coût économique de la désertification à l'échelle globale ou macro-économique des pays prend en compte les coûts directs et les coûts indirects :

- les coûts indirects, rarement évalués, sont variés : ce peut être par exemple l'envasement des barrages liés aux pertes en sol, les nuages de poussière qui perturbent les transports et ont des effets sur la santé, les pertes en biodiversité ainsi que la contribution au réchauffement climatique.
- les coûts directs sont principalement les pertes agricoles, d'élevage et des produits forestiers.

Pour les coûts directs, la difficulté principale est d'évaluer les pertes en productivité associées à la désertification, qu'il s'agisse de productivité agricole, de l'élevage ou des forêts. En effet, les variations inter-annuelles de ces productions sont fortement liées à l'irrégularité de la pluviométrie et il faut donc travailler sur des échelles de temps longues pour identifier l'impact annuel de la désertification. De même, il existe également un problème d'accessibilité aux données. Les résultats pour dix pays africains varient entre 1 et 10 % du PIB agricole. Ils montrent que la perte économique annuelle liée à la désertification est souvent équivalente à la croissance agricole des pays considérés. Rappelons que l'économie des pays des régions sèches arides repose pour une part importante sur leur PIB agricole, qui représente souvent 20 à 40 % de leur PIB. Le développement agricole serait donc « annulé » par le coût de la désertification. Ces évaluations sont généralement sous-estimées car elles se limitent bien souvent aux coûts directs voire aux seules pertes agricoles. Or, plus de 80% des zones sèches sont des pâturages. Comme les résultats sont inférieurs à la réalité, la désertification entraîne en fait une régression de la situation agricole globale de la plupart des pays considérés, et en l'absence d'action de lutte contre la désertification, une réduction de leur potentiel agricole « naturel ».

Faire appel au micro-crédit

Les populations des zones arides ont mis au point des techniques traditionnelles de lutte contre la désertification qui permettent de conserver les sols encore fertiles et de récupérer ceux mis à nus et devenus stériles. Des techniques comme le zaï et les cordons pierreux doublent ainsi les rendements observés.



Le zaï: est une technique de récupération des sols encroûtés, par creusement de trous de 20 à 40 cm de diamètre et de 10 à 15 cm de profondeur pour recueillir les eaux de ruissellement et les laisser s'infiltrer. Mais celle-ci reste pénible : elle nécessite plus de 1000 heures de travail (soit 170 jours de travail environ), soit plus de 4000 trous à l'ha, un ha de zaï coûtant environ 150 euros.

Cordons pierreux: il s'agit d'un obstacle filtrant, constitué de moellons de pierres, qui ralentit la vitesse de ruissellement entraînant une augmentation des rendements et une baisse significative de l'érosion sur les parcelles cultivées. La contrainte majeure à sa mise en œuvre est la disponibilité en pierres et leur transport, 40 tonnes pour 300 m de cordon pierreux. Il faut compter de 75 à 150 euros pour un ha selon la disponibilité des moellons.

L'évaluation économique de ces techniques de conservation des eaux et des sols (CES), de leur coût et de leurs bénéfices montre qu'il faut plusieurs années aux producteurs pour récupérer les investissements réalisés, en moyenne quatre à cinq années, ce qui constitue un frein à leur mise en place. Cette variabilité du temps de retour est lié à celle de la pluviométrie et des prix des céréales qui peuvent varier du simple au double d'une année sur l'autre. Ce double aléa constitue une contrainte forte pour les producteurs ruraux qui dans leur grande majorité n'ont pas les moyens d'investir, ni dans la prévention de la désertification, ni dans la récupération des terres affectées. Le développement de systèmes de micro-crédit pour soutenir l'investissement sur les terres paraît donc nécessaire à la diffusion des techniques de CES dans les régions sèches. Le taux de retour de projet de développement soutenant la mise en place de telles techniques varie entre 10 et 38 % dans de nombreux cas.

La désertification accroît la pauvreté, déstructure les sociétés rurales et peut être considérée comme un problème de développement des zones sèches. Investir dans la lutte contre la désertification est rentable mais la plupart des producteurs locaux n'en ont pas les moyens.

Contact

Mélanie REQUIER-DESJARDINS

T 06 76 05 17 82

melanie_requier@yahoo.fr

